



Pour le développement du secteur entreprise

Pierrot Régnier (Hauts-de-Seine)

Depuis le conseil national de Versailles en mars 1968 un changement profond s'est opéré au sein du P.S.U. Ce parti qui depuis sa fondation avait pris en charge les luttes anticolonialistes, celles sur le cadre de vie s'était avéré incapable d'avoir une quelconque insertion dans les luttes ouvrières.

Certes le parti avait soutenu la grève des mineurs en 1962 mais son intervention s'était limitée à une solidarité formelle : il n'y eut pas intégration à la lutte elle-même. A cette époque la plupart des camarades pensaient que sur le lieu de la production seul le syndicat devait avoir droit de cité et que l'intervention du parti se limitait au cadre de la ville, à l'action politique électorale.

En mars 68, le parti décida la création de la commission nationale entreprise et ceci a constitué un pas décisif dans l'évolution du parti. Les événements de mai 68 ont permis le développement de la C.N.E. pour répondre aux nécessités de l'heure. Des travailleurs qui approuvaient l'attitude du P.S.U. au cours du mois de mai 68, se détachaient des organisations traditionnelles, syndicales ou politiques et cherchaient le cadre politique susceptible de leur donner les moyens de continuer la lutte révolutionnaire.

Mais la C.N.E. s'est trouvée aussi renforcée par la maturation politique de nombreux militants du parti : la pratique sociale avait montré à ceux qui croyaient que le syndicat était le seul moyen d'intervention sur l'entreprise, qu'il n'en était rien. Il fallait donner aux travailleurs sur les lieux mêmes de la production les perspectives révolutionnaires de la conquête du pouvoir.

Cette prise de conscience a permis une structuration relativement rapide du secteur Entreprise, la conférence nationale entreprise d'octobre 68 marque à la fois les progrès réalisés en six mois : confrontation des expériences, explications des luttes, mais aussi une nouvelle avancée politique avec les prises de position sur le contrôle ouvrier et le début de la structuration en branche du secteur. Le

congrès de Dijon approuva le travail entrepris et confirma les orientations du secteur Entreprise.

Ce rappel historique, un peu long, n'est cependant pas inutile. Ces acquis importants ne sauraient être remis en question sans ébranler profondément le parti.

Les membres de la Commission nationale entreprise soutiennent, à la veille du Congrès, des textes d'orientation différents, et cela est normal car nous ne saurions avoir la prétention de former un bloc idéologique homogène parce que nous sommes des travailleurs ; militants à part entière du parti, nous nous prononçons sur l'ensemble des problèmes et nous avons sur ces points des divergences d'appréciation.

Mais on peut affirmer que le bilan du travail commun à la C.N.E. est positif : stages entreprises, réunion par branche qui n'ont jamais été dévoyés vers un corporatisme stérile, intervention de la C.N.E. au niveau des conflits et dernièrement sur le mouvement Renault avec les trois « TS » spéciaux. Tout cela ne peut être mis entre parenthèses, et les uns et les autres nous nous refusons à balayer les réalisations du secteur entreprise du parti sous prétexte d'élimination de tel ou tel camarade. Nous avons mis sur pied un secteur dans des conditions souvent déplorables (absence de permanent politique, de secrétariat, de parution régulière du *Courrier des entreprises*), conditions dues à la faiblesse gestionnaire du parti certes, mais aussi aux réticences, au manque de conviction de certains responsables qui acceptent dans les congrès et les conseils de faire figurer comme prioritaire le travail vers les entreprises mais qui, au moment de l'application trouvent toutes les justifications techniques et financières pour ne pas appliquer cette politique, qui « contrôlent » et freinent de manière intempestive l'activité des groupes entreprises, et qui la plupart du temps découragent les militants. C'est cette lutte commune qui nous fait dire à tous aujourd'hui non à la liquidation. Cependant nous limiter à ce seul principe ne

permettrait en rien d'avancer, les batailles « le dos au mur » ne sont pas des bonnes batailles. Pour vaincre ceux qui veulent revenir en arrière, il nous faut aujourd'hui avancer, or, sur ce point il est inutile de se voiler la face, il existe parmi les responsables du secteur un certain nombre de divergences que nous devons expliciter si nous voulons (es surmonter.

Il est coutumier dans ce parti de lancer de véritables gadgets politiques émanant de cerveaux bien pensants : un jour c'est le front socialiste — front socialiste auquel souhaite nous faire revenir les camarades des textes 4 et 6 lorsqu'ils se réfèrent au texte sur les syndicats, texte faussement intitulé « transformation du mouvement ouvrier » (« T.S. » spécial n° 496) : « établir un type de rapports nouveaux entre nous et les syndicats, basé sur la coordination des stratégies politiques et syndicales dans une perspective commune le renversement du pouvoir de la bourgeoisie ». Accepter une semblable politique aboutirait à un grave et dramatique recul quant à nos perspectives révolutionnaires et nous conduirait à ajuster notre politique sur celle des centrales syndicales. C'est en quelque sorte la politique de la courroie de transmission mais à l'envers !

D'un autre côté, la tarte à la crème, c'est le « mouvement politique de masse ». Ce thème qui pourrait avoir un contenu correct a été lancé dans la plus grande confusion politique, sans analyse suffisante de la période et sans référence sérieuse à une situation concrète. Je ne ferai ici que quelques remarques, incomplètes certes, mais nécessaires si nous ne voulons pas tomber dans le simple verbiage pseudo-révolutionnaire.

D'aucuns prétendent qu'à l'heure actuelle, la contestation ouvrière ne s'attache plus en priorité à la question des salaires mais aux conditions de travail alors que dans le passé, les travailleurs n'avaient comme préoccupation que la vente de leur force de travail, la question salariale. Ce serait en cela que les mouvements de masse ne sont plus syndicaux mais politiques. Rien n'est plus faux. Les travailleurs ont toujours été attachés à la lutte pour leurs conditions de travail. Les grands combats de la fin du XIX° siècle en sont un témoignage pour qui ne veut pas théoriser hâtivement et les yeux fermés. Ce furent toutes les luttes pour la loi des huit heures ou pour l'interdiction de l'embauche avant l'âge de treize ans... Or, avec

le type d'arguments qu'on nous déverse aujourd'hui, dès cette époque, il n'y aurait plus eu de revendications syndicales, mais un « mouvement politique de masse ». Rosa, Lénine ou Trotsky ne l'ont jamais découvert mais, heureusement pour nous, le camarade Mallet a pu corriger leurs erreurs en 1971 ! Pourquoi chercher ainsi de nouveaux concepts marqués d'idéologie spontanéiste, alors qu'il existe un axe stratégique du parti, celui du contrôle ouvrier, qui permet à nos militants insérés dans les luttes de mettre en avant quotidiennement des objectifs, des formes de combat qui non seulement sont de plus en plus retenus par les ouvriers, mais qui permettent aux travailleurs de contester fondamentalement l'exploitation capitaliste.

Parlons clair, la visée stratégique que nous devons avoir c'est de travailler à réaliser le front de classe, c'est-à-dire livrer une lutte politique incessante pour qu'au cours des luttes, l'ensemble des travailleurs, entraînant avec eux leurs alliés, s'engage résolument dans la bataille anticapitaliste et parvienne à poser le problème du pouvoir.

Cette recherche de l'unité de la classe ouvrière en lutte, sur des objectifs qui d'une part visent à l'affrontement avec le pouvoir central et d'autre part permettent la convergence avec les luttes externes à l'entreprise impliquant d'autres catégories sociales (paysans prolétarisés, jeunesse scolarisée, etc.), c'est ce que la classe ouvrière italienne a tenté de façon encore balbutiante, à travers le mouvement des délégués. Que l'on veuille appeler cela « mouvement politique de masse », soit. Remarquons simplement que cela se manifeste par l'apparition de nouveaux cadres organisationnels mobilisant la majorité des travailleurs (conseils de délégués en Italie...), de la population des villes (comités de quartiers, etc.), organes à vocation de double pouvoir qui par les objectifs de lutte mis en avant conduisent à l'affrontement avec le pouvoir bourgeois et permettent à la classe ouvrière de postuler au rôle de classe dirigeante.

Pour réaliser ces objectifs encore faut-il que le parti s'en donne les moyens. Les modifications de structures proposées par l'A.O.P. région parisienne constituent à double titre un ensemble de propositions qui devraient permettre dans ce domaine un pas important : d'une part transformation de l'ensemble de la direction de travail de tout le parti, d'autre part

possibilité aux groupes et sections d'entreprise d'assurer pleinement leur rôle sur le plan financier comme sur le plan politique. Ces transformations radicales me semblent devoir être utiles au renforcement de la Commission nationale entreprise. Celle-ci ne sera plus en effet un bastion isolé dans le parti, elle n'aura plus à s'épuiser dans des affrontements stériles avec des sections locales refusant de « céder leur pouvoir » sur leur groupe entreprise, mais elle trouvera un soutien accru dans son travail de secteur auprès de sections d'entreprises majeures politiquement et capables de décider elles-mêmes dans le cadre des orientations du parti.

Mais ceci ne suffit pas, le parti doit se donner les moyens matériels d'un véritable travail ouvrier : le manque de moyens matériels doit être surmonté, le secteur entreprise ne peut fonctionner sans un permanent politique (et l'aide à mi-temps d'un autre camarade) et un secrétariat (dactylo). Seuls ces moyens minima nous permettront d'établir des relations rapides, de répondre au courrier, de faire

paraître régulièrement le « Courrier des entreprises » et les brochures, conditions essentielles de la centralisation de l'activité du secteur avec la tenue correcte d'un fichier par région, par branche et par trust.

Ceci devrait permettre à court terme l'organisation du travail par branche, par trust et à moyen terme la création des Commissions régionales permettant la démultiplication de nos activités.

La C.N.E. doit se fixer un plan de travail ; nous devons dans le cadre de la transformation des structures du parti armer nos camarades pour le combat anticapitaliste ; cela passe :

- par une analyse plus poussée des nouvelles formes de lutte ;
- par l'organisation de rencontres de militants ouvriers comme celle de Lyon ;
- par le développement des A.O.P. autour de thèmes importants de la lutte de classes ;
- par une politique de formation rattachée aux écoles nationales et régionales de formation.